



UBUGABO BURIHABWA

Déclaration du parti FNL sur les opérations militaro-policières en cours à Bujumbura

Le FNL constate amèrement que depuis quelque temps, la crise politico-sécuritaire qui sévit au Burundi prend de plus en plus une tournure dramatique. Outre les corps sans vie qu'on retrouve un peu partout dans le pays et dont aucune explication convaincante de la part de l'autorité n'a pu convaincre ni l'opinion nationale ni internationale des mobiles de tous ces cadavres qui chaque jour jonchent les rues de la capitale, les rivières et les lacs du pays, nous assistons à des attaques et contre-attaques particulièrement meurtrières jamais revendiquées. Les cibles et victimes civiles se comptent déjà par centaines, surtout dans la capitale Bujumbura. Le modus operandi des acteurs rappelle tristement les dix ans des exécutions extra judiciaires qui continuent à frapper durement les familles des FNL fidèles au leader charismatique Agathon RWASA, aujourd'hui étendu à tout le territoire national.

Face à cette nouvelle spirale de violence déclenchée par la candidature illégale de Pierre NKURUNZIZA à sa propre succession, le parti FNL voudrait déclarer ce qui suit à la communauté tant nationale qu'internationale:

1. Le parti FNL s'insurge encore une fois de plus contre toutes les tentatives de recours à la violence pour résoudre une crise fondamentalement politique, comme celle qui frappe le Burundi actuellement et qui risque, malheureusement, d'avoir des conséquences désastreuses sur toute la région des pays des grands-Lacs. Les discours de haine ethnique ouvertement tenus par certains hauts responsables parmi les proches et les fidèles de Pierre NKURUNZIZA doivent cesser illico presto, avant qu'ils ne réveillent les vieux démons. Les répressions musclées et aveugles de l'armée et de la police en cours dans les zones de la capitale burundaise sont tout autant condamnables que les actes criminels des autres fauteurs de troubles dans le pays.
2. Des détracteurs du parti FNL, alliés autrefois du CNDD-FDD dans la chasse aux FNL, ont propagé des mensonges voulant accréditer la thèse d'un ralliement d'Agathon RWASA aux magouilles politiques du CNDD-FDD. Nous avons publiquement démenti toutes les contre-vérités colportées à ce propos : jamais, le FNL ne transigera au respect de la parole donnée, encore moins sur la Constitution du pays et les Accords d'Arusha. Plus de trente cinq de lutte dont vingt neuf ans de lutte armée pour un Etat de droit, le FNL ne cautionnera jamais un coup de force et est toujours prêt à combattre politiquement toute dictature quelle qu'elle soit la couleur ou les mobiles.

3. Le parti FNL est bien au courant d'un plan déjà peaufiné d'élimination physique d'Agathon RWASA ainsi que d'autres haut-cadres qui lui sont encore fidèles. Des commandos formés à cette fin seraient même prêts à passer aux actes très prochainement. Les commanditaires de ce lâche assassinat en perspective sont les mêmes responsables qui forment, financent, arment et véhiculent les fameux escadrons de la mort sévissant à travers tout le pays depuis 2010. Qu'ils mesurent l'étendue de toutes les conséquences de leurs actes une fois le meurtre consommé.
4. Le parti FNL salue la mobilisation générale du peuple burundais dans son refus de suivre aveuglément les appels insensés à la défense d'un système politique illégal, corrompu et décadent, ayant à sa tête des chefs usurpateurs du pouvoir. Nous savons que la population croupit dans la misère et l'insécurité endémiques au moment où ces dirigeants autoproclamés baignent avec leurs familles dans une opulence choquante. Ecouter leurs sirènes et suivre leurs directives équivaudrait à tomber plus bas qu'en octobre 1993.
5. Le parti FNL est satisfait des mesures déjà prises par la communauté internationale, à travers des résolutions fermes du Conseil de sécurité des Nations Unies en vue d'aider les Burundais à sortir de cette crise qui n'a fait que trop durer. Notre satisfaction est d'autant plus grande que ces résolutions rencontrent l'assentiment de l'Union Africaine. Nous nous réjouissons que pour une nouvelle fois de notre histoire, le monde entier refuse de soutenir un gouvernement autoproclamé à Bujumbura et lui demande sans détour de s'asseoir sans conditions avec ses opposants dans la perspective de recouvrer une paix durable. Le parti FNL fut l'un des premiers partis et organisations politiques à proposer cette seule et unique voie salutaire. La toute dernière décision du Conseil de sécurité des NU, issue d'un projet de résolution soumis par la France, que nous saluons en passant, et exigeant NKURUNZIZA à accepter sans conditions la tenue de pourparlers de paix entre tous les protagonistes au conflit burundais et ce, à l'extérieur du pays, devrait siffler la fin de la récréation.
6. Le parti FNL juge ridicules toutes les accusations virulentes que le CNDD-FDD formule contre le gouvernement belge de façon particulière. Comme si c'est aujourd'hui que le parti CNDD-FDD apprend que la Belgique a colonisé le Burundi! Ce parti présidentiel n'a qu'à assumer seul et pleinement la responsabilité des massacres à caractère politique et l'échec de sa gouvernance catastrophique du Burundi depuis dix ans. Aucun Etat étranger, aucune personnalité étrangère, personne n'a incité Pierre NKURUNZIZA à violer la Constitution et les Accords d'Arusha, sauf son entourage recruté au sein de son propre camp. L'Eurodéputé Louis MICHEL et Samantha POWER, Ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations Unies, cités à tort dans des communiqués et interviews honteux des hauts cadres du parti-Etat n'est donc pour rien dans ce qui se passe au Burundi. Nous saisissons d'ailleurs cette occasion pour leur rendre hommage ainsi que d'autres partenaires qui osent dénoncer à haute voix cette violence aveugle entretenue par le pouvoir depuis les manifestations pacifiques de fin avril 2015. On ne le dira donc jamais assez, le 3^{ème} mandat maudit, illégal et inconstitutionnel de NKURUNZIZA est le seul nœud de la crise burundaise, inutile de se cacher derrière un nationalisme viscéralement hypocrite.

7. Le processus de dialogue inclusif que prône la communauté tant nationale qu'internationale doit être pilotée par une équipe de médiation capable, ayant une neutralité réelle et rassurante. Le FNL constate amèrement que la médiation de l'initiative régionale sur le Burundi a été trop lente. Il serait mieux que la communauté de l'Afrique de l'Est, l'Union Africaine et les Nations Unies se concertent et définissent un mécanisme rapide, efficace, à même de rassurer tous les protagonistes, et épauler la médiation ougandaise tel que le suggère les différentes résolutions. Rappelez-vous que la tripartite Nations Unies, Union Africaine et la communauté de l'Afrique de l'Est avant son transfert à la région en juillet dernier avait beaucoup avancé et rendu des propositions concrètes et dans un temps record. Nous estimons que si la médiation n'avait pas été interrompue sous les caprices du parti au pouvoir en juillet dernier, la situation n'aurait pas dégénéré jusqu'à recourir au discours qui incite à la division ethnique par des autorités burundaises dont Révérien NDIKURIYO, président du Sénat.

8. Nous saluons avant de terminer notre propos, l'allocution du Président BARACK OBAMA dans son message du 14 novembre 2015 au peuple burundais ainsi qu'au pouvoir de Bujumbura, surtout aux forces de l'ordre, où il nous appelle à prendre nos responsabilités devant l'histoire. Enfin, le parti FNL rappelle que ce dialogue dit interne n'aboutira à rien. L'histoire récente nous a montré qu'une telle démarche n'a conduit qu'à la division en lieu et place de l'unité tant recherchée depuis la nuit des temps dans notre chère patrie. Ici nous faisons référence au dialogue initié après les massacres de Ntega et Marangara en 1988 tel que nous l'avons mentionné dans notre récente déclaration. Nous invitons NKURUNZIZA de cesser de mettre le peuple burundais devant le fait accompli. Qu'il se rende plutôt à l'évidence et accepte de s'asseoir avec tout le monde afin de mettre en place des institutions consensuelles à l'issue desquelles, des élections inclusives rendront la légitimité au peuple burundais et crédibles face à la communauté internationale, partenaire incontournable pour le développement intégral de notre chère patrie. Ainsi donc, le parti FNL est disposé à apporter sa part à l'organisation, à l'agenda, au contenu, au déroulement et au suivi-évaluation de tout le processus de dialogue inter burundais piloté par la médiation internationale. En l'attente de l'issue d'une médiation, à même de rassurer tous les protagonistes au conflit, une force internationale d'interposition devrait être dépêchée rapidement pour éviter que le pire ne se produise. Il apparaît aujourd'hui que le gouvernement n'est plus capable d'assurer la sécurité des citoyens burundais et/ou des ressortissants étrangers sur son territoire. Demain risque d'être trop tard! Ainsi, la priorité pour le FNL reste la pacification et la sécurisation de tout le pays, afin que la confiance puisse renaître entre les Burundais mais aussi avec nos partenaires internationaux. A cette fin, le FNL renouvelle avec insistance sa requête insistante pour de la réouverture immédiate et inconditionnelle de l'espace politique burundais et de tous les médias indépendants, gages d'une vraie démocratie. Une démocratie épanouie!

Fait à Bujumbura, le 15 novembre 2015

Pour le parti FNL

Aimé MAGERA, porte parole